



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 115 – 18 MAI 2018

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**MALI :**  
**AIGLE AZUR LANCE**  
**UN NOUVEL AVION**  
**SUR LA LIGNE**  
**PARIS-BAMAKO**

**LANCEMENT D'UNE**  
**ZONE ECONOMIQUE**  
**SPECIALE (ZES) ENTRE**  
**LE BURKINA FASO, LE**  
**MALI ET LA COTE**  
**D'IVOIRE**

**AFRIQUE DU SUD :**  
**AUGMENTATION DE**  
**L'EXCEDENT**  
**COMMERCIAL EN MARS**  
**A 9,5 Mds ZAR**

**NIGERIA : LA NNPC**  
**CONFIRME L'OBJECTIF**  
**D'AUTOSUFFISANCE EN**  
**PRODUITS PETROLIERS**  
**RAFFINES POUR 2019**

**ETHIOPIE :**  
**REVUE A LA HAUSSE**  
**DES OBJECTIFS**  
**D'ETHIOPIAN AIRLINES**

**KENYA : PROFITS**  
**RECORD POUR**  
**SAFARICOM**

**TCHAD : UN PROJET**  
**POUR LE**  
**DEVELOPPEMENT DU**  
**BASSIN DU LAC TCHAD**  
**LANCE A N'DJAMENA**

**SENEGAL : LANCEMENT**  
**DU PREMIER APPEL**  
**D'OFFRE RELATIF AU**  
**BRT**

**NAMIBIE : 7 Mds NAD**  
**D'INVESTISSEMENTS EN**  
**INFRASTRUCTURE**  
**NECESSAIRES POUR LA**  
**SECURITE DE**  
**L'APPROVISIONNEMENT**  
**EN EAU**



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Lancement d'une Zone économique spéciale (ZES) entre le Burkina Faso, le Mali et la Côte d'Ivoire

Le lancement d'une ZES entre le Burkina Faso (Bobo-Dioulasso), la Côte d'Ivoire (Bouaké), et le Mali (Sikasso) a été acté le 14 mai 2018. Les détails juridiques ne sont pas encore connus, mais la ZES est circonscrite à une région géographique précise dans laquelle la réglementation des affaires devrait être plus incitative en matière de commerce transfrontalier. L'objectif de ce projet est de dynamiser les échanges entre les trois pays, ce qui constitue une nouvelle étape de la coopération et de l'intégration sous régionale.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Accord dans le cadre de la ZLEC pour la convergence des recettes fiscales à 15 % du PIB

Dans le cadre de l'effort visant à concrétiser l'accord sur la Zone de libre-échange continentale (ZLEC), les ministres des Finances des pays signataires ont publié une déclaration commune sur la recherche de nouvelles sources de revenus. Ils se sont entre autres mis d'accord sur un seuil minimum de 15 % pour la part des recettes fiscales dans l'économie (mesurée par le produit intérieur brut), vers lequel chaque pays devra converger progressivement.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Visite du Président sierra-léonais au Libéria

Le Président sierra-léonais, Julius Maada Bio, s'est rendu à Monrovia le 8 mai pour une visite de travail d'une journée à l'invitation de son homologue libérien, le Président George Weah. Le Président Bio a profité de sa visite pour adresser une invitation officielle au dirigeant libérien à assister à son investiture, prévue le 12 mai à Freetown. Les deux dirigeants ont échangé sur les possibilités d'investissements, dans le but d'accroître le commerce entre la Sierra Leone et le Libéria. Les dirigeants ont également eu des discussions concernant la promotion de la paix dans la région de la CEDEAO ainsi que les questions de sécurité, le développement économique et le renforcement de la coopération bilatérale.

✉ nicholas.oniwon@dgtresor.gouv.fr

## CONJONCTURE

---

### ▼ Afrique du Sud : hausse de l'indice de confiance des ménages à +26 au premier trimestre de 2018

Au premier trimestre de 2018, l'indice de confiance des ménages a atteint un niveau record de +26 après avoir été négatif sur l'ensemble de 2017 (-9 au T2 et -8 au T4), le plus haut niveau depuis la mise en place de l'indice par le *Bureau of Economic Research* (BER) en 1982. Le regain de confiance est attribué en grande partie au changement de gouvernement et à l'élection de Cyril Rampahosa à la tête de l'ANC à la fin de l'année 2017. L'indice reste néanmoins très volatile et devrait se réduire le trimestre prochain suite à la hausse de la TVA.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : augmentation de l'excédent commercial en mars à 9,5 Mds ZAR

En mars, la balance commerciale a affiché un excédent de 9,5 Mds ZAR soit une augmentation bien supérieure aux attentes du marché et aux données enregistrées au début de l'année (chiffre révisé à 630,4 M ZAR pour février 2018). La hausse importante des exportations (+9,2 % en g.m.) associée à une légère baisse des importations (-2 % en g.m) a contribué positivement au solde commercial ce mois-ci. Sur le premier trimestre de 2018, les exportations ont très légèrement augmenté de 0,4 %, principalement en raison de la faible performance des secteurs minier et automobile. En parallèle, les importations ont progressé de +9,1 % grâce de la hausse des achats de produits miniers, chimiques et électrique. En 2018, les exportations devraient bénéficier de la reprise de l'économie mondiale et du renchérissement des produits de base, tandis que les importations seraient soutenues par l'évolution de la demande intérieure et l'appréciation du rand.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : Moody's dégrade la note de l'Angola de B2 à B3, assortie d'une perspective stable

L'agence de notation Moody's a dégradé la note de la dette souveraine angolaise, aussi bien en monnaie locale qu'en devise, de B3 à B2 assortie d'une perspective stable. Elle justifie sa décision par l'aggravation du risque de liquidités porté par les besoins de financement croissants du gouvernement, ainsi que par le niveau particulièrement élevé de la dette publique comparé aux autres pays classés dans la catégorie B2.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : augmentation des réserves de change à 13,1 Mds USD en mars

Les réserves de change de l'Angola ont augmenté à 13,1 Mds USD au mois de mars contre 12,8 Mds USD en février dernier. Néanmoins, le stock des réserves demeure à des niveaux historiquement bas (20,3 Mds USD au début de l'année 2017 soit une baisse de près de 55 % en quinze mois). L'instauration d'un change flottant vise en partie à la reconstruction du stock de réserves de change, qui reste une priorité pour le gouvernement sur l'année 2018.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Botswana : la Banque centrale maintient ses taux directeurs à 5 %

Le 30 avril, la Banque centrale botswanaise a décidé de garder son taux directeur inchangé à 5 %. Elle justifie sa décision par la bonne trajectoire de l'inflation, qui s'établissait à +2,8 % en mars après +3,2 % en février dernier grâce à l'atonie de la demande intérieure et à la hausse modérée des prix étrangers.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Zambie : hausse de l'inflation à 7,4 % en avril

En avril, le taux d'inflation a augmenté à 7,4 % en g.a après 7,1 % en mars, au plus haut depuis décembre 2016. En rythme mensuel, les prix ont augmenté de 0,6 % (+1,3 % en mars).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Cameroun : le FMI préconise une révision des dépenses publiques pour atteindre les objectifs du programme

Au terme de sa mission préparatoire à la deuxième revue du programme qui s'est tenue du 27 avril au 14 mai, le FMI a préconisé au Gouvernement camerounais une révision de son programme de dépenses pour 2018. La mission a constaté que les objectifs établis pour 2017 n'ont pas été atteints, en particulier en matière de mobilisation des recettes non pétrolières. Le déficit budgétaire a ainsi été plus important que prévu et exige des mesures correctrices significatives en 2018. Une revue des dépenses est donc impérative pour assurer l'objectif de consolidation budgétaire. Des mesures doivent également être prises pour élargir l'assiette fiscale. Le FMI estime par ailleurs que l'endettement public atteindrait environ 35 % du PIB, ce qui placerait toujours le Cameroun en risque élevé de surendettement.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Sénégal : 6<sup>ème</sup> revue de l'Instrument de soutien à la politique économique (ISPE)

Le FMI a rendu ses conclusions de la 6<sup>ème</sup> revue de l'Instrument de soutien à la politique économique (ISPE), après une mission débutée le 26 avril 2018. Cet instrument permet à un pays de bénéficier des conseils et de l'appui technique du Fonds, sans avoir recours à son concours financier. Malgré une croissance du PIB vigoureuse en 2017 (7,2 %), la mission du FMI constate une augmentation du déficit du compte courant en raison de la hausse de la facture pétrolière (remontée du prix du pétrole). La dégradation des finances publiques est apparue comme le principal point de préoccupation avec l'augmentation de l'objectif de déficit budgétaire en 2018, de 2,7 % à 3,5 % du PIB.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Burkina Faso : croissance du PIB de 6 % par an entre 2016-2017

Suite au nouvel accord triennal appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) signé en mars dernier, une mission du Fonds monétaire international (FMI) a effectué un point d'étape à Ouagadougou. La progression moyenne de l'économie burkinabè sur la période 2016-2017 serait de 6 % par an, des résultats jugés remarquables compte tenu du contexte sécuritaire (budget de la défense et de la sécurité en hausse de 21 % en 2017 et 50 % en 2018) et des faibles précipitations en 2017. Toutefois, le déficit budgétaire a atteint 7,7 % du PIB en 2017 et la balance commerciale demeure déficitaire. Ainsi, la dette publique s'est encore creusée et représente aujourd'hui 41 % du PIB.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Burkina Faso : un tiers des marchandises importées par voie terrestre transite par le port de Lomé

Sur un ensemble de 3,8 M de tonnes de marchandises importées par voie terrestre par le Burkina Faso en 2017, près de 1,3 M ont transité par le port de Lomé (33,8 % du total). Le port d'Accra arrive en 2<sup>ème</sup> position, avec plus de 900 000 tonnes de marchandises (23 % du total). Bien que le port d'Abidjan soit présenté comme le port historique et naturel du Burkina Faso, le corridor ivoirien n'arrive qu'en 3<sup>ème</sup> position avec 875 000 tonnes (22,4 % du total). En ce qui concerne les marchandises burkinabè à l'exportation, le Togo est également le 1<sup>er</sup> port de transit : sur un total de 498 000 tonnes de marchandises exportées par voie terrestre en 2017, 210 000 tonnes ont transité par Lomé, soit 42 % du total, contre 36,5 % pour la Côte d'Ivoire et 10,5 % pour le Ghana.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Maurice : dans le top 10 du classement mondial pour le déploiement de la fibre optique

Le classement des pays les mieux connectés à la fibre optique, établi par *Idate Digiworld*, *think tank* européen spécialisé dans l'économie numérique, place Maurice à la 8<sup>ème</sup> place mondiale juste derrière la Chine. Suite au programme d'investissements lancé en 2012 par l'opérateur public *Mauritius Telecom*, le déploiement de la fibre optique s'est accéléré ; fin décembre 2017, le taux d'équipement des ménages était de 58 % avec un débit moyen de 100 Mb/s. D'ici 2022, tous les foyers et entreprises devraient pouvoir se connecter et disposer d'une liaison internet haut débit. Ce programme ambitieux a permis à *Mauritius Telecom* de recevoir pour la seconde année consécutive le prix de « l'opérateur africain de l'année » décerné par le *Fiber To Home Council of Africa*.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Maurice : intérêt de la bourse de Maurice pour les obligations vertes

La bourse de Maurice souhaite développer un marché pour les obligations vertes (« *Green Bond* ») et prend à cet effet diverses initiatives pour la création d'un écosystème pouvant soutenir un tel projet. Ces initiatives sont portées par les responsables du *Stock Exchange of Mauritius* (SEM) en partenariat avec plusieurs agences des Nations unies et ce, dans le cadre de l'*UNEP Finance Initiative* et de l'*UN Partnership for Action on Green Economy*. Le gouvernement soutient ces initiatives et une exemption fiscale sur les intérêts perçus sur les obligations destinées au financement des projets d'énergie renouvelable a été introduite dans le budget 2017/18.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Soudan : remaniement ministériel

Un remaniement ministériel, le 15 mai, a provoqué le remplacement de sept ministres : Intérieur, Affaires étrangères, Justice, Conseil des ministres, Jeunesse et Sports, et dans des domaines économiques, du Pétrole et de l'Agriculture. Ce remaniement intervient juste avant la période du ramadan, et dans un contexte marqué par une forte pénurie de devises.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Soudan : relations avec l'Arabie Saoudite et les Emirats**

Selon le journal qatari *Al Raya*, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis auraient conditionné leur aide financière au Soudan à l'éloignement des islamistes du pouvoir, la non-représentation du président soudanais aux élections de 2020, la cessation des relations avec le Qatar et le soutien à l'Egypte pour le barrage Renaissance.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Soudan : bilan européen au Soudan**

A l'occasion de la Fête de l'Europe le 9 mai, le représentant de l'Union européenne a indiqué que 124 projets humanitaires et de développement financés par l'Union européenne étaient actuellement en cours dans le pays, pour un montant total de 496,4 M USD (421 M EUR), et en partenariat avec 35 entités soudanaises et 86 organisations internationales.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Tanzanie : saga de l'huile de cuisson en Tanzanie**

Le désaccord persiste entre le fisc tanzanien (TRA) qui considère que les 90 000 tonnes d'huile consignés au port de Dar es Salam sont raffinées et doivent être taxées à 25 %, et le bureau des standards (TBS) allié à l'Autorité des laboratoires de chimie tanzanien (GCLA) qui affirme que l'huile est brute et doit être taxée à 10 %. La marchandise reste bloquée au port malgré l'ultimatum du Premier ministre, Kassim Majaliwa, de trouver une solution sous trois jours. Ce sujet est d'autant plus sensible que le Ramadan est proche et que la production nationale ne couvre que 35 % de la demande d'huile de cuisson en Tanzanie (570 000 t). En deux semaines, le prix d'huile de cuisson a augmenté de 10 à 25 %.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Nigéria : la NNPC confirme l'objectif d'autosuffisance en produits pétroliers raffinés pour 2019**

La Compagnie pétrolière nationale du Nigéria (NNPC) a réaffirmé la date de décembre 2019 pour cesser ses importations de produits pétroliers. Son Directeur exécutif, Maikanti Baru, a précisé que l'accord passé pour la réhabilitation des trois raffineries nationales à 90 % de leurs capacités d'ici 2019 était toujours d'actualité, et que 13 licences avaient été délivrées pour l'établissement de raffineries communautaires. Pour rappel, le Groupe Dangote a entrepris la construction d'un complexe industriel incluant une raffinerie de capacité 650 000 bpj qui pourrait voir le jour d'ici 2020. Selon la Banque centrale nigériane, 36,3 Mds USD ont été dépensés en 4 ans (2013-2017) pour l'importation de produits pétroliers.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Ghana : l'inflation au mois d'avril à 9,6 %, son niveau le plus bas depuis 2012**

L'inflation aurait diminué de 80 pdb pour atteindre 9,6 % en février, après une augmentation de 20 pdb entre février-mars. Elle reculerait de 210 pdb sur les trois derniers mois. Cette baisse serait principalement due à la diminution des prix dans les transports (baisse de 8,9 %, liée cependant à un changement de base d'évaluation) et à celle des tarifs de l'électricité, comprise entre 10 et 30 % en fonction des catégories de consommateur. Pour rappel, la Banque centrale ghanéenne s'est fixé un objectif d'inflation compris entre 6 % et 10 % en 2018. Le FMI et le gouvernement du Ghana prévoient un taux d'inflation de 8 % en fin d'année, avec un taux moyen de 9,3 % en 2018.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : le budget 2018-2019 soumis au Parlement pour 562 M USD**

Le ministre des Finances, Samuel Tweah, a soumis le 2 mai dernier au Parlement le premier projet de budget du mandat de George Weah, pour l'exercice 2018-2019. Celui-ci, légèrement supérieur à celui de l'exercice précédent, s'élève à 562,2 M USD (contre 536,2 M USD pour le budget révisé en mars de l'exercice 2017-2018). Le budget sera financé à hauteur de 72 % par des recettes fiscales. Les dépenses courantes constitueront 87 % du budget, les rémunérations de personnel absorbant à elles-seules 54 % du budget. Les dépenses en capital s'élèveront à 73,4 M USD, en progression de 57 % par rapport au budget révisé précédent, représentant 13 % de l'enveloppe globale.

✉ [Marlene.MARQUESLOPES@dgtrésor.gouv.fr](mailto:Marlene.MARQUESLOPES@dgtrésor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ **Mozambique : le gouvernement approuve une nouvelle grille de salaires pour les secteurs public et privé**

Du côté des fonctionnaires, l'ajustement correspond à un taux de 6,5 % et du côté du secteur privé, le taux d'ajustement varie entre 6 % pour le secteur de la construction et 18,67 % pour l'industrie extractive. Les catégories restantes recevront une augmentation de 5 %. Cet ajustement devrait coûter un montant global de 29,7 M USD au gouvernement. La grille est en vigueur rétroactivement depuis le 1er avril 2018.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Gabon : inauguration de l'incubateur multisectoriel de Libreville**

L'Incubateur multisectoriel de Libreville (IML) a été inauguré le 2 mai dernier. Soutenu par la BAfD et accompagné par une assistance technique de l'Agence pour la coopération et le développement de la Banque populaire (ABPCD), l'IML a pour ambition de devenir un acteur innovant de l'économie gabonaise et un accompagnateur privilégié des petites entreprises en création ou en devenir.

✉ [Thierry.blin@dgtresor.gouv.fr](mailto:Thierry.blin@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Gabon : création du Comité national de facilitation des échanges**

Le Conseil des ministres a adopté le 27 avril dernier le projet de décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Comité national de facilitation des échanges ayant pour mission de coordonner et de mettre en œuvre, au niveau national, les dispositions de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce. Cette structure sera composée de 16 membres issus du secteur public, du secteur privé, ainsi que de la société civile (associations des consommateurs). Elle assurera la coordination institutionnelle et la consultation des parties prenantes à l'Accord dont l'objectif est de parvenir à réduire le coût total du commerce.

✉ [Thierry.blin@dgtresor.gouv.fr](mailto:Thierry.blin@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Congo-Brazzaville : l'Agence nationale d'investigation financière prépare un plan d'action pour lutter contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme**

L'Agence nationale d'investigation financière (ANIF), avec l'appui technique de la Banque mondiale, a organisé du 16 au 18 mai à Brazzaville un séminaire sur l'évaluation nationale des risques du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme. Grâce à l'outil d'auto-évaluation proposé par la Banque mondiale, ce séminaire qui est également une plateforme de formation pour les cadres nationaux devrait permettre à l'ANIF de proposer un plan d'action pour réduire ces pratiques. Cette initiative est une recommandation du Gafi pour pousser les pays membres à se doter d'une stratégie nationale en la matière.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ Côte d'Ivoire : le prix de vente du Document unique de transport (DUT) fixé à 2500 FCFA (3,8 EUR)

Le gouvernement a fixé le tarif du DUT à 2500 FCFA (3.8 EUR). Ce prix de vente par l'Office ivoirien des chargeurs comprend le DUT (2000 FCFA) et le timbre fiscal (500 FCFA). Ce document est le seul qui permette d'établir officiellement la propriété des marchandises, et doit donc être obligatoirement acquis par tout transport routier de marchandises circulant à l'intérieur et aux frontières du pays.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : nouvelle loi en faveur de la lutte contre le blanchiment des capitaux

L'Assemblée nationale a adopté un projet de loi en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Tout transport de devises dépassant 15 M FCFA (22 870 EUR), quel que soit son mode de transport, doit dorénavant faire l'objet d'une autorisation. Cette nouvelle loi offre un cadre légal et juridique à la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF), compétente sur le sujet de blanchiment des capitaux. Elle oblige également les banques à renforcer leur contrôle avant tout transfert de fonds de leurs clients.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : revue à la hausse des objectifs d'*Ethiopian Airlines*

Les objectifs du transporteur, fixés en 2010, ont été revus à la hausse. En particulier, les prévisions d'agrandissement de la flotte sont passées de 120 à 150 appareils d'ici 2025. La compagnie aérienne a ainsi annoncé une prochaine commande de six *Airbus A350* et de treize *Boeing 787*. Ces achats sont motivés par les bonnes performances de l'entreprise : sur l'année fiscale 2016/2017, elle a enregistré 2,7 Mds USD de recettes (+11 % par rapport à l'année précédente) et a transporté 9 millions de passagers (+18 %). La compagnie souhaite poursuivre sa stratégie de création de nouveaux *hubs* en Afrique pour concurrencer les compagnies concurrentes, notamment du Golfe : elle prévoit de créer prochainement une filiale au Mozambique ainsi que des *joint-ventures* à Djibouti, au Tchad, en Guinée et en Guinée Equatoriale.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : profits record pour *Safaricom*

L'opérateur de services mobiles *Safaricom* a enregistré un bénéfice net record de 554 M USD au 31 mars 2018 (contre 435 M USD l'année précédente). L'Etat kenyan et le groupe sud-africain *Vodacom*, qui détiennent chacun 35 % des parts de l'entreprise, recevront la majeure partie des dividendes versés, dont le montant total s'élève à 441 M USD. Les recettes de *Safaricom*, en hausse de 9,8 % s'établissent à 2,33 Mds USD ; elles sont notamment constituées à 41 % par les services vocaux et à 27 % par *M-Pesa*, le service de paiement mobile. Le principal risque pour *Safaricom* demeure aujourd'hui l'augmentation des parts de marché de ses trois concurrents *Airtel*, *Telkom* et *Jamii Telecommunications* aujourd'hui égales à 17,2 %, 9,0 % et 4,7 % respectivement contre 69,1 % pour *Safaricom*.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : rejet de l'accord commercial Chine-CAE

Chris Kiptoo, *Principal Secretary* (PS) au Commerce au Kenya, a annoncé le 15 mai que son pays ne signerait pas l'accord commercial que la Chine négocie avec la CAE depuis 2016. L'Etat kenyan souhaite ainsi protéger son secteur manufacturier naissant. Par ailleurs, un tel accord renforcerait le déséquilibre commercial, d'ores et déjà très largement à l'avantage de la Chine, qui fournit près d'un quart des importations du pays alors qu'elle n'est destinataire que de 2 % des exportations kenyanes.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Malawi : confirmation d'un prêt FMI de 112,3 M USD sur 3 ans

Le Fonds monétaire international a consenti à l'octroi d'un prêt de 112,3 M USD sur 3 ans afin de participer à la mise en place de réformes financières au Malawi. Lundi 30 avril, l'organisation a annoncé qu'un premier versement de 16 M USD serait immédiatement versé, tandis que la somme restante serait répartie sur le reste de la période du programme. Le FMI a salué la stabilisation du cadre macroéconomique après deux années de sécheresse mais souligne que le pays fait face à une détérioration de ses finances publiques qui entrave la mise en place de réformes et d'infrastructures financés par l'investissement public.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gabon : projets de centrales hydroélectriques de Ngoulmendjim et de Dibwangui

A l'occasion du Forum annuel des fonds souverains des pays membres de la Banque islamique de développement qui vient d'avoir lieu à Libreville, le Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) et le Groupe ERANOVE ont annoncé la création des sociétés ASOKH ENERGY et LOUETSI HYDRO qui porteront les projets hydroélectriques respectivement de Ngoulmendjim (73 MW) et de Dibwangui (15 MW). La signature des deux conventions de concession entre la République gabonaise et le groupement FGIS/ERANOVE, pour la conception, le financement, la construction et l'exploitation de ces centrales hydroélectriques, était intervenue à la fin de l'année 2016.

✉ [Thierry.blin@dgtresor.gouv.fr](mailto:Thierry.blin@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tchad : un projet pour le développement du bassin du lac Tchad lancé à N'Djamena

Le programme RESILAC a été officiellement lancé le lundi 7 mai 2018 à N'Djamena. Financé par l'Union européenne à hauteur de 31,1 M EUR à travers le Fonds Fiduciaire pour l'Afrique, et par l'AFD pour 5 M EUR, il sera porté en partenariat avec un consortium d'ONG. Il vise au redressement économique ainsi qu'au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des territoires du bassin du lac Tchad. D'une durée de quatre ans, le programme ciblera 90 000 bénéficiaires directs et 1,6 millions de bénéficiaires indirects dans quatre régions environnante du lac Tchad.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

### ▼ Tchad : le gouvernement lance le Programme d'appui au développement local (PADLFIT)

Doté de 306 Mds FCF, le PADLFIT a pour objectif de lutter contre la pauvreté et pour l'insertion socio-économique des populations, par la promotion du développement local et d'un secteur financier inclusif. Soutenu par le PNUD, il s'inscrit dans la droite ligne du Plan national de développement 2017-2021. Il vise à appuyer la promotion du développement local par l'amélioration de l'accès aux énergies propres et aux services socio-économiques de base en faveur des collectivités locales, des entreprises et des populations, développer les filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques et les microentreprises créatrices de valeurs et d'emplois et promouvoir l'inclusion financière et sociale des populations.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : la BAfD envisage de doubler son portefeuille

Le portefeuille de la BAfD en République du Congo, estimé à plus de 300 M USD, pourrait doubler dans les trois, voire quatre prochaines années. L'augmentation de ce portefeuille devrait permettre de financer des projets du secteur public et de renforcer la promotion du secteur privé. La BAfD est sur le point de finaliser son rapport d'évaluation du Document stratégique pays (DSP) pour la période 2013-2017, dans lequel des axes d'amélioration de ses opérations seront proposés dans le cadre de sa stratégie future qui couvrira la période 2018-2022. Cette stratégie s'alignera sur le Plan national de développement de la République du Congo en cours de finalisation.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Burkina Faso : accord avec le fournisseur internet satellitaire SES Networks

Un accord pluriannuel entre le gouvernement burkinabè et le luxembourgeois SES Networks permettra à l'administration de disposer d'une connectivité haut-débit ( $\pm 600$  Mbps). L'accord résulte d'un projet de coopération avec le Luxembourg lancé en 2017 pour l'amélioration de l'infrastructure informatique et de communication du Burkina Faso. Des terminaux ont été installés à Ouagadougou, Gaoua, Bobo-Dioulasso, Tenkodogo et Dori, pour donner à ces provinces un accès immédiat à une connectivité satellitaire équivalente à celle de la fibre optique. Le système O3b permet l'intégration et l'interconnexion de points d'accès et de distribution sans fil avec le réseau historique de l'administration burkinabè (RESINA).

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mauritanie : prêt de 46 M USD du Fades pour la réhabilitation de la route de l'espoir

Le Fonds arabe pour le développement économique et social (Fades) vient d'accorder à la Mauritanie un prêt de 46 M USD destiné au financement de la réhabilitation de la route de l'espoir, axe stratégique en direction notamment du Mali. La route reliant les villes de Boutilimit et d'Aleg (centre du pays), long de 112 km, sera notamment restaurée.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Niger : accords de financement de 63 M EUR avec la BOAD

La Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) va accompagner le Niger dans les secteurs des transports, de l'énergie et de l'agriculture avec un prêt de 37 Mds FCFA (56 M EUR) et un don de 4,6 Mds FCFA (7 M EUR) dans le cadre du fonds vert d'adaptation. Ces accords permettront de financer : la finalisation du projet de réhabilitation de la route Bella-Gaya-frontière Bénin (15 Mds FCFA, 23 M EUR), le projet de renforcement de la résilience de l'agriculture face au changement climatique (14,6 Mds FCFA, 22 M EUR), l'électrification par micro centrales électriques hybrides de 47 localités dans sept régions du Niger (12 Mds FCFA, 18 M EUR).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Sénégal : lancement de la 2<sup>ème</sup> phase du Plan Sénégal émergent 2019-2023

La Direction générale du plan et des politiques économiques (DGPPE) a lancé la seconde phase du Plan Sénégal émergent (PSE) pour la période 2019-2023. En raison des contraintes budgétaires, en partie liées aux infrastructures de la 1<sup>ère</sup> phase du PSE, la seconde devrait notamment se concentrer sur la réforme de la fonction publique et le développement de partenariats publics-privés pour le développement des infrastructures.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Sénégal : lancement du premier appel d'offre relatif au BRT

L'Agence des travaux et de gestion des routes (Agéroute) a lancé le 15 mai 2018 un appel public à candidature pour la construction de la voirie du futur réseau de Bus Rapid Transit (BRT) de Dakar. Cofinancé par la Banque mondiale, le Fonds vert pour le climat et la Banque européenne d'investissements, ce projet de transport collectif devrait permettre une réduction des émissions de gaz à effet de serre et une baisse des temps de transport dans la capitale. Pour mémoire, Dakar concentre près d'un quart de la population totale du pays et 70 % du parc automobile immatriculé sur 0,3 % du territoire national, ce qui entraîne d'importants niveaux de pollution.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Kenya : intérêt de l'Ethiopie pour le port de Lamu

Lors de la visite du Premier ministre Ethiopien Abiy Ahmed Ali au Kenya début mai, l'Ethiopie a annoncé son souhait d'acquérir des terrains sur le port de Lamu. Le pays, enclavé depuis l'indépendance de l'Erythrée, semble ainsi vouloir réorienter une partie de sa chaîne logistique vers la côte kenyane. Le gouvernement kenyan s'est quant à lui engagé à faciliter ses démarches en ce sens. Le développement du corridor routier Lapsset (*Lamu Port – South Sudan – Ethiopia Transport*), devrait bénéficier de ce nouvel élan politique.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Kenya : investissements de TPG Growth dans Cellulant

*TPG Growth*, une plateforme de la firme de *private equity* *TPG Group* dédiée aux investissements en capital-développement dans les entreprises de taille intermédiaire, a investi 47,5 M USD dans *Cellulant*, une société kényane qui opère dans le paiement électronique et le *mobile banking* dans 11 pays africains. *TPG Growth* a réalisé cet investissement via son fonds d'impact baptisé *The Rise Fund*, aux côtés de *Satya Capital*, le fond d'investissement fondé par Mo Ibrahim, de *Velocity Capital*, une firme de *private equity* basée aux Pays-Bas, et d'*Endeavor Catalyst*, une firme américaine. L'investissement devrait permettre à *Cellulant*, de se développer dans de nouveaux marchés et de renforcer son offre de services dans les pays où il opère déjà, dont le Kenya, le Nigeria, la Zambie, le Ghana, la Tanzanie et l'Ouganda.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : investissement du consortium *Saga Africa Holdings Limited* dans *Tigo Sénégal***

Suite à l'officialisation mi-avril de la reprise de *Tigo Sénégal*, groupe de télécommunications, par le consortium *Saga Africa Holdings*, ce dernier a annoncé le 2 mai un plan d'investissements de 125,8 MUSD (106,7 M EUR) en faveur de l'opérateur mobile sénégalais sur trois ans. Ce plan vise à renforcer la couverture réseau et les services de *Tigo* et à acquérir des fréquences 4G. Le consortium est constitué par le groupe malgache *Axian* (via le fonds d'investissement *Sofima*), la *NJJ Holding* de Xavier Niel et le groupe africain *Teyliom* (*Yérim Sow*). Initialement fixé à 134,4 MUSD (114 M EUR), le coût final du rachat de la filiale du groupe *Millicom* n'a pas été dévoilé. *Axian* continue ainsi son expansion à l'étranger après le rachat de *Télécom Réunion Mayotte* (TRM) et la création de *Telco* aux Comores en 2015.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : un premier projet mondial de centrale solaire en mer**

Compte tenu des contraintes d'espace de l'île, les autorités seychelloises ont décidé de lancer un projet de ferme photovoltaïque flottante et ce, dans son espace maritime au large de la capitale Victoria. Un appel d'offres devrait être prochainement lancé par la *Seychelles Energy Commission* (SEC) pour une unité de 4 MW et ce, sur la base d'un schéma de « *Build, Finance, Own and Operate* » (BFOO). Pour ce faire, la SEC bénéficie de l'assistance technique de la BAD via l'*African Legal Support Facility* (ALSF). Une réunion de présentation du projet s'est déroulée fin avril à Victoria sous l'égide de la SEC en présence d'une vingtaine d'investisseurs internationaux potentiels.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le Royaume Uni fait un don de 12 M GBP pour soutenir l'open Government**

Le Royaume-Uni a approuvé un don de 12 M GBP au gouvernement fédéral nigérian afin de l'aider à mettre en place ses réformes de transparence et de gouvernance, a annoncé le Haut-commissaire du Royaume-Uni au Nigéria, Paul Arkwright, à l'occasion de l'édition 2018 de la semaine de l'Open Government Partnership (OGP) qui se tenait à Abuja. D'après le ministre de la Justice nigérian, Abubakar Malami, les Etats de Kaduna, Kano, Anambra, Ebonyi et Niger ont d'ores déjà adopté les principes de l'OGP, l'Etat de Kaduna faisant office d'Etat-pilote.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Côte d'Ivoire : hausse de 50 % de la production de coton par la CIDT pour la campagne 2017-2018

La Compagnie ivoirienne pour le développement des textiles (CIDT) a produit 65 000 tonnes de coton graine pour la campagne 2018-2018, contre 32 000 tonnes pour la campagne 2016-2017. La campagne n'est cependant pas terminée, et devrait atteindre l'objectif de 80 000 tonnes d'ici sa clôture. La CIDT est détenue à 90 % par la Compagnie ivoirienne de coton (COIC) et 10 % par l'Etat, après sa privatisation l'année dernière.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Energie et matières premières

#### ▼ Afrique du Sud : Publication de l'IRP en août d'après le ministre de l'Energie

Le ministre de l'Energie annonce vouloir présenter la stratégie énergétique nationale (IRP) mi-août à la suite de larges consultations publiques. Le ministre Jeff Radebe a réaffirmé son objectif d'apporter de la stabilité réglementaire. Il ne s'est pas prononcé sur la place du nucléaire. En revanche, la construction d'une nouvelle raffinerie pétrolière doit diminuer la dépendance aux importations.

✉ Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Cameroun : un accord de prêt de 7 Mds FCFA a été signé entre l'État et l'OFID

Ce financement de 7 Mds FCFA du Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) va permettre de réaliser un projet d'électrification rurale concernant 21 localités camerounaises des régions de l'Adamaoua, du Nord, du Littoral et du Sud. Une seconde phase de ce projet est envisagée en coopération avec la Banque islamique de développement (BID). D'un montant total de 18,3 Mds FCFA, elle doit permettre d'électrifier 102 localités dans le pays.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Côte d'Ivoire : la production de gaz naturel a doublé entre 2016 et 2017

Le ministre ivoirien de l'Energie, Thierry Tanoh, a annoncé que le pays avait produit 216 millions de pieds cubes par jour de gaz naturel en 2017, contre 100 millions en 2016, soit un doublement de la production. Quatre gisements *offshore* de gaz naturel sont exploités, dont le bloc CI-27 par la filiale du groupe Bouygues. Le gouvernement a attribué 14 nouveaux blocs d'exploitation en 2017 afin de continuer à accroître les capacités de production du pays, et ainsi répondre aux besoins croissants d'énergie de son économie. La majeure partie du gaz produit est en effet destinée aux centrales électriques d'Azito (440 MW), Ciprel (556 MW) et Aggreko (210 MW), qui produisent à elles seules 80 % de l'électricité ivoirienne.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mali : la Mauritanie s'engage à fournir de l'électricité au Mali

Selon le Premier ministre mauritanien, Yahya Ould Hademine, son pays devrait fournir de l'électricité d'une puissance comprise entre 40 à 50 mégawatts à l'Etat malien. Cette décision fait suite à une demande du Premier ministre malien, Soumeylou Boubey Maïga à son homologue mauritanien lors de sa visite officielle en Mauritanie le lundi 7 mai 2018.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : la connexion électrique éthio-kényane achevée à 88 %

Le réseau de transmission électrique qui doit couvrir 433 km coté éthiopien et 622 km coté kenyan est désormais achevé à 88 %. Cette ligne permettra d'augmenter la part d'électricité vendue par l'Ethiopie au Kenya, qui s'élève aujourd'hui à 10 MW de puissance installée. L'Ethiopie a pour objectif de fournir de l'énergie propre à un prix concurrentiel à ses voisins (Djibouti, Soudan, Kenya et Tanzanie). Ces exportations d'énergie devraient atteindre 600 M USD par an (0,7 % du PIB) dès 2020.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Industries

### ▼ Côte d'Ivoire : projet de construction d'une nouvelle cimenterie par le marocain Cimaf

Le groupe marocain les Ciments de l'Afrique (Cimaf) a annoncé, par l'intermédiaire de son directeur général régional Khalid Iben Khayar, vouloir construire une 3<sup>ème</sup> cimenterie à Bouaké (au centre du pays), après celles d'Abidjan et San Pedro. Sa construction devrait coûter 25 Mds FCFA (38 M EUR) et se terminer d'ici 2019. L'usine aura une capacité de production de 500 000 tonnes par an, ce qui portera la capacité globale annuelle du groupe à 2,5 millions de tonnes de ciment. Selon les Cimaf, cet investissement devrait créer 250 emplois permanents.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : scandale du sirop codéiné, la NAFDAC ferme provisoirement trois entreprises pharmaceutiques

L'Agence nigériane chargée de la certification des produits alimentaires et médicaux (NAFDAC) a ordonné la fermeture d'Emzor Pharmaceuticals, Peace Standard Pharmaceutical et Bioraj Pharmaceutical dans le cadre de l'enquête réalisée le 2 mai 2018 sur la vente de sirops codéinés sur le marché noir nigérian. Les trois sociétés pharmaceutiques locales resteront fermées, tant qu'elles ne feront pas preuve de davantage de coopération dans l'enquête. Cette fermeture intervient après la publication d'un reportage de la BBC sur le trafic de sirop codéiné pour la gorge au Nigéria, qui incrimine directement des employés des trois sociétés.

✉ [pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr)

## Services

### ▼ Afrique du Sud : hausse des frais de la SAHPRA

Les fabricants de médicaments feront bientôt face à une augmentation significative des honoraires facturés par la *South Africa Health Products Regulatory Association*, la nouvelle autorité de régulation. Contrairement à son prédécesseur (le MCC), la SAHPRA ne sera que partiellement financée par l'Etat. L'autorité de régulation doit donc revoir son mode de tarification, non seulement pour s'aligner sur les frais pratiqués par les autres pays, mais également pour s'assurer que ses honoraires contribuent de façon significative à son budget opérationnel. Selon le gouvernement, autoriser la SAHPRA à conserver les revenus générés devrait lui permettre d'améliorer ses capacités internes dans le but d'accélérer les procédures d'enregistrement des nouveaux produits.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

### ▼ Namibie : 7 Mds NAD d'investissements en infrastructure nécessaires pour la sécurité de l'approvisionnement en eau

La sécurité de l'approvisionnement en eau de la Namibie requiert 7 Mds NAD d'investissements en infrastructure sur les 5 à 10 années prochaines. Le directeur général adjoint du ministère chargé de l'eau intervenait lors du 8<sup>ème</sup> atelier des organismes de bassins de la SADC. L'alerte liée à la sécheresse de 2016 a pu être dépassée par de la gestion de crise mais l'avenir pourrait être sec. Le dessalement représente une option coûteuse nécessitant d'économiser des fonds sur plusieurs années.

✉ thomas.belanger@diplomatie.gouv.fr

### ▼ Congo-Brazzaville : 4 entreprises sud-africaines de télécommunication vont financer des projets dans le numérique

Un consortium de quatre entreprises sud-africaines de télécommunication (Altron, Altech Radio Holdings, Power Malta et Altech UEC) sont sur le point de signer un mémorandum d'entente avec le ministère congolais des postes, des télécommunications et de l'économie numérique pour le financement de projets dans le secteur du numérique. Ces projets consistent entre autres à connecter les ménages au réseau à fibre optique, accompagner l'opérateur public Congo télécom dans la commercialisation des services mobiles, développer les services d'e-gouvernance et d'e-éducation, déployer des panneaux solaires dotés de bornes Wifi ou encore digitaliser la gestion des services postaux.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Burkina Faso : le résultat net de la Coris Bank a augmenté de 19,5 % entre 2016 et 2017

Le groupe burkinabé Coris Bank (CBI) a publié son rapport d'activités 2017 qui conforte sa position de leader du marché bancaire. Les dépôts de la clientèle (+48 % par rapport à 2016) s'établissent à 620 Mds FCFA (945 M EUR) et l'encours de crédits à la clientèle (+31 %) se situe à 542 Mds FCFA (826 M EUR). Cette bonne dynamique a porté le total bilan à 1132 Mds FCFA (1,73 M EUR), soit une croissance annuelle de 27,9 %. Le résultat net s'établit à 19 Mds FCFA (28 M EUR) au terme de l'exercice 2017 (+19,5 % sur 2016).

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mali : Aigle Azur lance un nouvel avion sur la ligne Paris-Bamako

La compagnie aérienne Aigle Azur vient de procéder au lancement officiel à Bamako de son nouvel Airbus A330. Cet Airbus compte 280 sièges (18 en business et 262 en économique) et devrait renforcer les vols long-courriers de la compagnie depuis Bamako. Selon Tiago Martins, directeur commercial et marketing du groupe d'Aigle Azur, la compagnie a enregistré une croissance de 46 % de ces ventes de billets au Mali entre 2016-2017 (contre 16 % sur 2015-2016). Pour rappel, la compagnie aérienne française est présente au Mali depuis 10 ans.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : prise de participation éthiopienne dans *Port Sudan*

Lors de sa visite à Khartoum début mai, le premier ministre éthiopien et le président soudanais se sont accordés pour que l'Ethiopie devienne actionnaire de *Port Sudan*. Le montant de cette potentielle prise de participation de l'Ethiopie n'est pas connu à ce jour. Après le port de Berbera et le port de Djibouti, c'est le troisième port de la région dans lequel l'Ethiopie, pays enclavé, investirait.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : débat sur l'engagement du gouvernement dans le secteur de l'eau

Lors des discussions budgétaires en cours, le président de l'assemblée nationale, Job Ndugai, a fustigé le manque d'engagement du gouvernement dans le secteur de l'eau. Fin mars 2018, le gouvernement n'a octroyé que 22 % (59 M USD) du budget voté au ministère de l'Eau et de l'Irrigation. Pour 2018/19, le budget approuvé est de 319 M USD (+18 %). Job Ndugai a demandé au ministre des Finances de soumettre un rapport détaillé au parlement sur le secteur et la mise en place d'une commission indépendante d'experts. Dans le même temps, la Permanent Secretary du ministère des finances signait à New Delhi une convention pour un prêt concessionnel de 500 M USD octroyé par l'Inde pour financer 23 projets visant à accélérer l'accès à l'eau.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : des efforts préalables demandés à TAZARA

L'autorité du chemin de fer Tanzanie/Zambie (TAZARA), détenue par les deux pays concernés, a sollicité du gouvernement tanzanien un financement de 450 M USD pour porter les volumes transportés de 250 000 à 600 000 t et atteindre le seuil de rentabilité de ses opérations. En réponse, le ministre des transports, M. Mbarawa, qui a annoncé le projet d'achat de 40 locomotives, a exhorté TAZARA à limiter au préalable ses coûts de fonctionnement, en commençant par la réduction de moitié de son équipe de direction.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Cameroun : les Brasseries du Cameroun investissent 4 Mds FCFA dans une nouvelle chaîne d'embouteillage à Douala

Les Brasseries du Cameroun, filiale du groupe Castel, a procédé à l'inauguration de sa nouvelle chaîne de production le 9 mai 2018 dernier. D'un montant de 4 Mds FCFA, cet investissement reflète l'ambition du groupe de maintenir sa position de leader sur le marché camerounais.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : 2 Mds FCFA (3 M EUR) de pertes en équipement pour Orange après l'incendie de son centre technique

Le directeur général d'Orange Côte d'Ivoire, Mamadou Bamba, a annoncé que le groupe avait enregistré une perte de 2 Mds FCFA (3 M EUR) en équipements après l'incendie de son centre technique le 30 avril dernier. Selon lui, l'incendie serait de nature « criminelle ». Les différents services devraient être totalement rétablis entre les 20 et 25 mai 2018.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Afrique du Sud : lancement du forum d'investissement africain qui aura lieu du 7 au 9 novembre à Johannesburg

Le président de la Banque Africaine de Développement (BAfD) a lancé le forum d'investissement africain qui aura lieu du 7 au 9 novembre à Johannesburg. En compagnie du Premier du Gauteng, il a souligné l'importance d'accélérer la conclusion de contrats sur des projets d'infrastructures pour développer l'Afrique. Le forum constituera donc une place de marché entre gouvernements, bailleurs et secteur privé.

✉ Jean-Baptiste.DABEZIES@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Gabon : nouvel administrateur-directeur général de la GOC

M. Patrichi Christian Tanasa, ancien Conseiller spécial du Président de la République, responsable du Pôle industrie, mines et hydrocarbures, a été nommé nouvel Administrateur-directeur général de la Société nationale des hydrocarbures du Gabon – Gabon Oil Company – (GOC) en remplacement de M. Arnaud Calixte Engandji Alandji nommé ministre du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse, chargé de la formation professionnelle lors du dernier remaniement ministériel intervenu début mai.

✉ Thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Gabon : changement à la tête du ministère de l'Économie

M. Jean-Marie Ogandaga a été nommé ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement, en remplacement de M. Régis Immongault Tatangani qui a pris le portefeuille de ministre des Affaires étrangères à l'occasion de dernier remaniement ministériel de début mai. Jean-Marie Ogandaga est un ancien élève de l'Institut de l'Économie et des Finances. Inspecteur général des finances, il occupait précédemment le poste de ministre de la Fonction publique, de la Modernisation du service public et de la Réforme de l'État, depuis 2015.

✉ Thierry.blin@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : sommet international des investisseurs organisé à Abuja en mai

La Commission nigériane pour la promotion des investissements (NIPC) organisera du 21 au 23 mai à Abuja le sommet des Investisseurs directs, qui comptera avec la participation de représentants du gouvernement et des opérateurs privés nigériens. L'objectif de cet événement est de mettre en relation les opportunités d'investissements au Nigéria avec les investisseurs locaux et internationaux. Plusieurs secteurs seront mis à l'honneur comme l'agriculture, les transports, le gaz et les nouvelles technologies. Dans ce cadre, la NNPC invite les parties intéressées à se préinscrire sur le site en détaillant leur profil : <https://www.invest-nigeria.com/investment-opportunity-profiling-form/>.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

